

Sujet : *Le retour de la croissance économique permettrait-il de retrouver le plein emploi ?*

I. De l'analyse du sujet à la problématique.

A- L'analyse du sujet

1- Définition des mots clés :

* *croissance économique* : accroissement durable de la production globale d'une économie. Elle se mesure avec le taux de variation du PIB réel.

* *plein-emploi* : ce terme n'est pas directement au programme, en revanche on peut chercher à le définir comme traduisant non pas l'absence de chômage dans une économie (cas limite uniquement présent en situation théorique de CPP), mais où celui-ci se limite à un chômage frictionnel.

2- Etude des consignes :

Le sujet se rattache à la catégorie des sujets de « débat » (faire précéder le sujet de l'expression « dans quelle mesure... » ne change rien à son sens). Dès lors, le type de plan qui en découle est un plan semi-dialectique (I- Oui, ... II- Mais....)

3- Délimitation du cadre spatio-temporel

Celui-ci n'est pas clairement précisé. Cela ne tient pas spécifiquement au caractère très théorique du sujet (encore qu'il y a bien un débat en la matière, dans lequel vous devrez prendre position), mais au fait que l'actualité du sujet ne doit pas vous être étrangère. En effet, si le sujet parle de « *retour de la croissance* », c'est que la croissance du PIB en France (comme d'ailleurs dans la zone euro) demeure décevante (aux alentours de 1,8%) et que le chômage, malgré sa tendance à la baisse, y est toujours élevé.

Le sujet est donc à la fois théorique et en plein dans l'actualité française (et européenne, davantage qu'américaine caractérisée par la stagflation...)

4- Les enjeux du sujet :

Le cours permet de rappeler que l'espoir dans le retour de la croissance est plutôt lié à une explication keynésienne du chômage (demande insuffisante dans l'économie), tandis que la suppression des « rigidités » s'inscrit dans une réflexion sur le marché du travail néoclassique.

Sur ce point, il existe donc une **controverse scientifique** :

-Pour atteindre le plein emploi, les keynésiens insistent sur le rôle de l'Etat qui doit stimuler la demande effective (anticipée par les entrepreneurs).

-Pour atteindre le plein emploi, les néoclassiques insistent davantage sur le coût du travail excessif (notamment le coût du travail peu qualifié), le poids des « charges sociales », la protection excessive de l'emploi par le droit du travail, l'assurance-chômage trop généreuse, les syndicats exigeant des hausses de salaires, l'insuffisante flexibilité du travail, etc.

B- Problématisation

1- Chercher les questions et les variables cachées...

Une fois le sujet analysé, il faut le **problématiser** : trouver un fil conducteur pour le sujet, une question centrale qui guide toute la réflexion et structure le plan. Pour y parvenir, il faut tenter de trouver des **questions cachées** contenues dans le sujet.

Concernant ce sujet, on peut poser plusieurs questions :

-Le retour de la croissance est-il une condition nécessaire et suffisante pour réduire le chômage de masse et atteindre le plein emploi ?

-N'y a-t-il pas d'autres moyens que le retour de la croissance pour atteindre le plein emploi (analyse néoclassique et suppression des « *rigidités institutionnelles* ») ?

-Le retour de la croissance permet-il de réduire toutes les formes de chômage existantes (chômage « keynésien » et « chômage classique », chômage technologique) ?

Toutefois, le sujet contient implicitement l'idée que le lien de causalité « retour de la croissance → plein emploi » n'est pas si simple (des variables s'intercalent dans cette relation).

Une nouvelle fois, **il faut faire appel au cours** : il faut tenir compte bien sûr de **l'évolution de la productivité (équation)** et du **fonctionnement du marché du travail**.

Le cours nous dit que pour un certain niveau de croissance du PIB, l'accélération de la productivité réduit l'emploi dans un premier temps (à court terme).

Ainsi, il faut que la croissance du PIB soit nettement plus forte que la croissance de la productivité pour espérer créer des emplois.

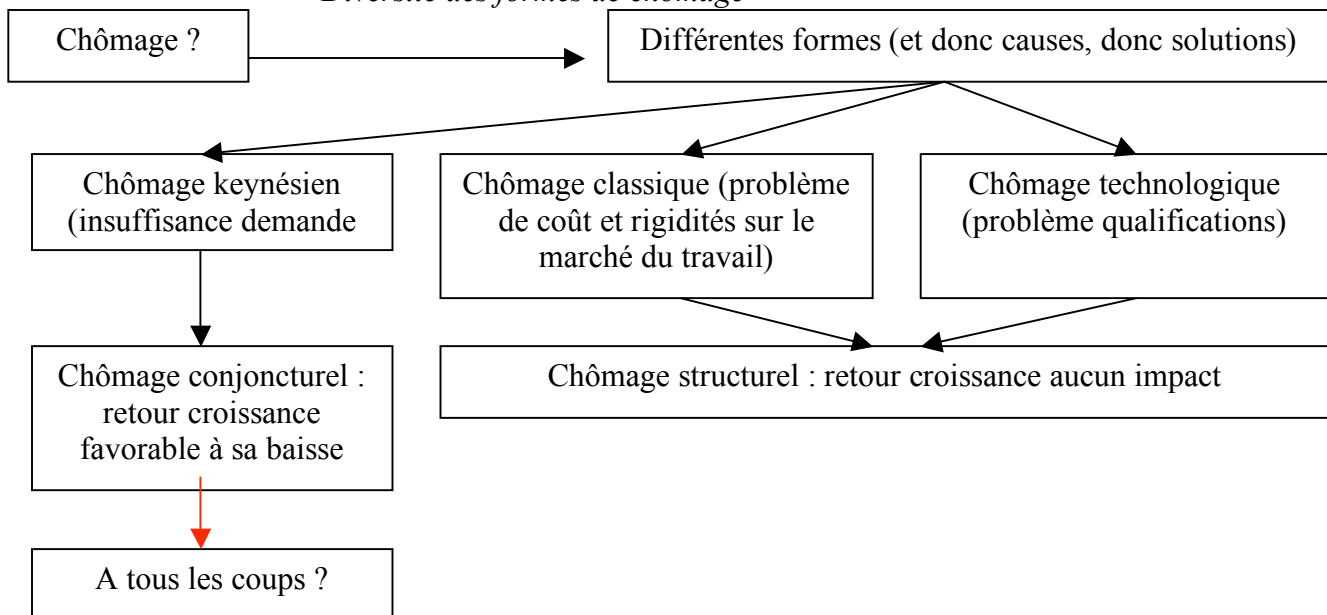
→ Donc même si le retour de la croissance du PIB est constaté, une accélération de la productivité ne permettra pas le retour au plein emploi (dans un premier temps).

Mais la productivité demeure nécessaire **à long terme** pour stimuler la croissance...et donc l'emploi.

« Le retour de la croissance du PIB est-il une condition nécessaire et suffisante (attention à l'évolution de la productivité...) pour réduire toutes les formes de chômage (impact sur le chômage classique, keynésien, technologique...) et, ainsi, atteindre le plein emploi ? »

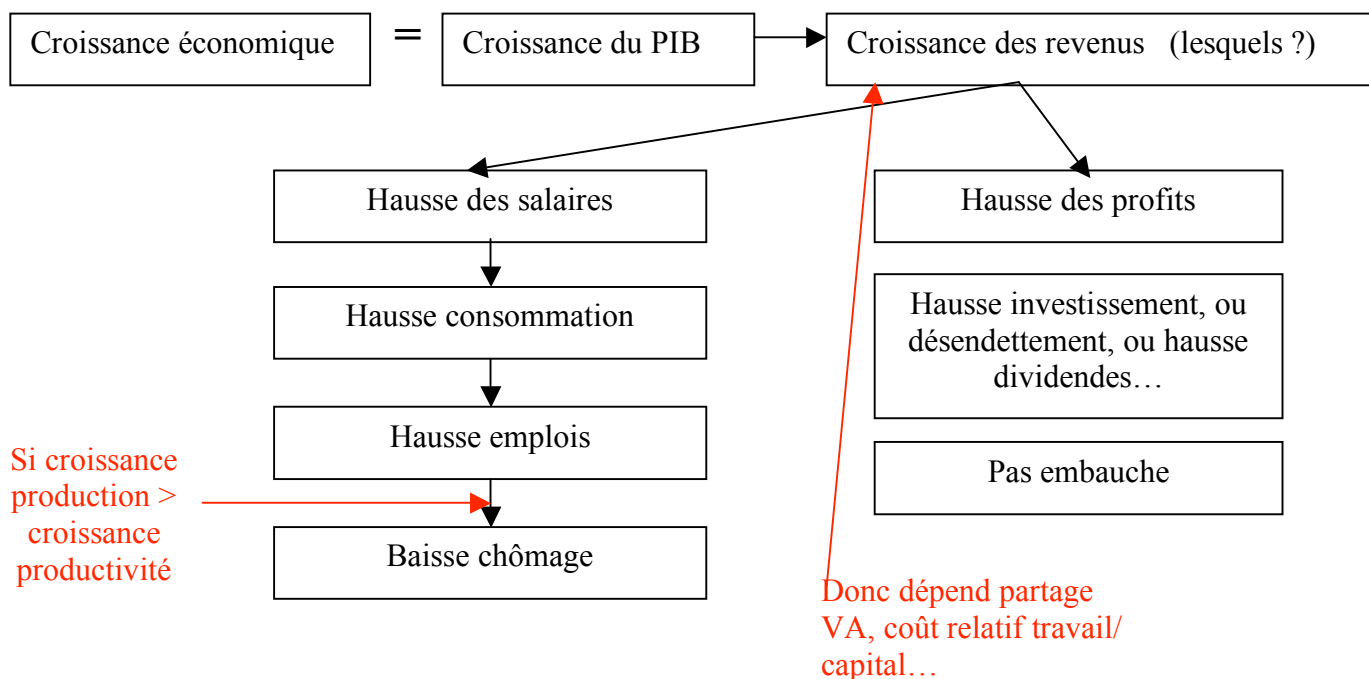
2- Présenter le sujet sous forme de schéma :

* Diversité des formes de chômage



* Si on se limite au seul chômage keynésien, est-ce que le retour de la croissance se traduira nécessairement par baisse du chômage ?

Poser la question, c'est déjà y répondre : rappel



Problématique proposée :

Si l'accélération durable de la croissance du PIB est une condition indispensable à la réduction du chômage keynésien et au retour du plein emploi, elle ne garantit pas la réduction de toutes les formes de chômage et le retour au plein emploi est conditionné à l'évolution d'autres variables.

III. L'élaboration du plan détaillé.

A- Des grandes parties au brain-storming

Découper le brouillon en deux parties, sens paysage, en reprenant la problématique (et donc ses deux grandes parties), puis mobiliser le cours en le classant dans la partie appropriée...

I. Si l'accélération durable de la croissance du PIB est une condition indispensable à la réduction du chômage keynésien et au retour du plein emploi...

- L'équation macroéconomique reliant la croissance du PIB, la productivité et l'emploi.
- La théorie keynésienne : demande effective et niveau de l'emploi.

II-... elle ne garantit pas la réduction de toutes les formes de chômage et le retour au plein emploi est conditionné à l'évolution d'autres variables.

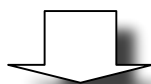
- La théorie du marché du travail néoclassique et l'analyse libérale du chômage (excès du coût du travail, flexibilité).
- L'influence du partage des gains de productivité

Attention rappel...

L'analyse des documents du dossier documentaire n'interviendra qu'une fois le plan réalisé...

B- Les sous-parties

Du brain-storming découle des sous-parties simples (deux pour chaque partie), que viendra confirmé l'analyse des documents :



Il s'agit de trouver une articulation à l'intérieur de la première partie :

- A. La relation complexe entre la croissance du PIB, la productivité et l'emploi (à court terme).

Documents concernés par cette idée : document 1, document 5,

- B. Le retour de la croissance du PIB permet de réduire le chômage keynésien dû à une demande insuffisante.

Documents concernés par cette idée : document 3 et document 4.



Ensuite, il faut trouver une articulation à l'intérieur de la seconde partie :

- A. Le retour de la croissance du PIB doit s'accompagner de gains de productivité (à long terme pour assurer le plein emploi).

Document concerné par cette idée : document 2.

- B. Le retour de la croissance vient buter sur une forte composante de chômage « classique ».

Document concerné par cette idée : document 6.

Dissertation corrigée.

Sujet : Le retour de la croissance économique permettrait-il de retrouver le plein emploi ?

Introduction. Avec un taux de 1,8%, la croissance est en berne en France en 2007. 2008 ne devrait guère être mieux. Et pourtant le chômage baisse. Le paradoxe semble réel. En effet, l'augmentation durable de la production globale d'une économie paraît naturellement conduire au plein emploi. Les exemples historiques sont nombreux. Ainsi, durant les années 1960, une forte croissance a rimé avec une situation de quasi plein emploi. *A contrario*, le ralentissement de l'activité économique à partir du milieu des années 1970 s'est traduit par l'élévation du taux de chômage, et cela de façon durable. De la même manière, depuis un quart de siècle le ralentissement de la progression du chômage, voire sa diminution a coïncidé avec des périodes de regain de croissance économique.

Toutefois, cette réduction du chômage grâce au retour de la croissance n'est pas pour autant synonyme de plein emploi. Loin s'en faut et même si, depuis la fin des années 1990, la croissance en France accompagnée d'une moindre variation de la productivité se révèle plus riche en emplois, le taux de chômage reste à un niveau élevé. En fait, tout dépend de la nature de la croissance économique ; de l'évolution des gains de productivité ; de la façon dont ceux-ci sont répartis, mais également du type de chômage.

Ainsi nous verrons que si le lien entre la croissance et la réduction du chômage est réel mais très complexe, la recherche du plein emploi s'appuie à l'heure actuelle bien davantage sur l'amélioration des institutions du marché du travail.

Première partie. L'accélération durable de la croissance du PIB est une condition indispensable à la réduction du chômage keynésien et au retour du plein emploi.

A. La relation complexe entre la croissance, la productivité et l'emploi.

-L'économiste américain Arthur Okun a montré dans les années 60 qu'il fallait aux Etats-Unis un taux de croissance de 3% du Produit national brut pour obtenir une réduction du chômage de 1 point. Cette relation a paru suffisamment robuste pour qu'on lui attribue le nom de « loi d'Okun ». La décennie de croissance forte qu'ont connu les Etats-Unis a montré que la réduction de l'écart entre la croissance effective et la croissance potentielle est de nature à réduire le chômage et à rapprocher l'économie du

plein emploi, sans risque d'accélérer l'inflation. Le **document 1** montre une corrélation claire entre les deux variables, notamment pour l'Espagne (croissance cumulée du PIB de 37% sur la période 1994-2004, et croissance de l'emploi de 43%) et a contrario pour l'Allemagne (croissance cumulée de 14% et croissance de l'emploi de 4%). La France se situe ainsi en position intermédiaire.

-La relation croissance et emploi passe cependant par un intermédiaire, l'évolution des gains de productivité. La définition de la productivité du travail (quantités produites/quantité de travail) nous rappelle que la l'évolution de l'emploi dépend de celle de la production et celle de la productivité. Puisque le taux de croissance de l'emploi résulte de la différence entre le taux de croissance de la production et le taux de croissance de la productivité, les créations d'emplois seront d'autant plus élevées que l'écart entre ces deux variables sera important. Ainsi toutes choses égales par ailleurs, une croissance intensive reposant sur une amélioration de l'efficacité des facteurs de production génère de faibles créations d'emplois.

-Dans la décennie 90, les économistes s'accordent pour noter « l'enrichissement du contenu en emplois » de la croissance, contrairement à la période précédente où le niveau des gains de productivité avait annulé les effets bénéfiques sur l'emploi. L'accélération de la croissance économique a ainsi créé davantage d'emplois que la reprise observée à la fin des années 80.

Cela est lié au ralentissement des gains de productivité : ils sont passés de 2,5% en moyenne annuelle entre 1974 et 1990 à environ 1% sur la décennie 90. « L'enrichissement de la croissance en emplois » signifie que l'économie française crée des emplois à partir d'un taux de croissance supérieur à 1% alors que ce point mort s'élevait auparavant à 2,5% dans la période précédente, ce qu'explique précisément le **document 5**, qui note qu'en 2004, la croissance française a été faiblement créatrice d'emplois.

-On peut avancer plusieurs explications de cet enrichissement du contenu en emplois de la croissance : l'abaissement des charges sociales spécialement sur les bas salaires, ce qui a réduit le coût relatif du travail peu qualifié (freinage de la substitution capital/travail), développement du temps partiel, des contrats précaires et de la flexibilité du travail permettant un ajustement du volume de l'emploi aux fluctuations conjoncturelles.

B. Le retour de la croissance du PIB permet de réduire le chômage « keynésien » dû à une demande insuffisante.

-Le lien entre croissance et chômage implique l'acceptation d'un déficit de demande et donc d'une composante « conjoncturelle » du chômage (plutôt que seulement structurelle, c'est-à-dire liée aux imperfections du marché du travail). La stimulation de la croissance du PIB et la recherche du plein emploi sont des objectifs majeurs de la politique économique (→ voir cours de première ES). Le **document 4** parle de chômage conjoncturel, mais il s'agit de la même idée : sans retour durable de la croissance du PIB, on ne peut espérer de retour au plein emploi comme durant les années 60. On voit d'ailleurs dans le **document 3** sur la période 1996-2003 que la productivité du travail a tout de même augmenté plus vite que le salaire réel : la demande peut alors être insuffisante dans l'économie.

-La politique économique devient alors pertinente afin de réduire l'écart entre la croissance effective et la croissance potentielle tout au long du cycle économique. La politique budgétaire de relance peut alors stimuler l'activité économique et modifier les anticipations des entrepreneurs et des ménages afin de doper la consommation finale et l'investissement (action keynésienne sur la demande effective) La politique monétaire peut agir sur la composante conjoncturelle du chômage en modifiant le taux d'intérêt par le canal du crédit bancaire et entraîner une action de relance sur la demande globale. Les politiques macroéconomiques restrictives durant les années 90 en Europe ont entraîné un retard de croissance et créé les conditions d'un chômage persistant. A contrario, aux Etats-Unis de nombreux observateurs insistent sur l'utilisation massive de la politique macroéconomique (notamment monétaire) afin de maintenir systématiquement l'économie au plein emploi. A contrario, de nombreux économistes ont montré le coût en termes d'emplois de l'absence de coordination des politiques économiques en Europe (politiques trop restrictives).

Deuxième partie. L'accélération durable de la croissance du PIB ne garantit pas la réduction de toutes les formes de chômage et le retour au plein emploi est conditionné à l'évolution d'autres variables.

A. On ne peut espérer du retour de la croissance la réduction totale du chômage en raison de problèmes d'offre et d'une insuffisance des gains de productivité.

-La croissance économique finit par buter sur des contraintes d'offre : il faut alors agir sur l'innovation, la création d'entreprises, etc. plutôt que sur la régulation de la demande. L'économie souffre d'insuffisantes capacités de production. La déformation du partage salaires- profit peut influencer sur l'emploi : de la fin des années 70 aux années 80, les salaires réels ont progressé plus vite que la productivité ce qui a réduit la rentabilité du capital et freiné les investissements. Puis à partir de 1983, les salaires réels ont progressé moins vite que la productivité créant alors au contraire une contrainte de demande.

-A long terme, la croissance du PIB doit tout de même s'accompagner d'une croissance dynamique de la productivité car celle-ci permet plusieurs éléments positifs (voir cours) : une baisse des coûts de production et donc des prix de vente, ce qui dope la compétitivité des entreprises nationales, accroît la demande extérieure (les exportations) et donc l'emploi national. Ensuite, la productivité permet d'accroître les profits des entreprises et donc de stimuler l'investissement, la production et l'emploi (théorème de Schmidt). Enfin, les gains de productivité sont indispensables pour espérer augmenter les salaires réels et soutenir la consommation des ménages, la production et l'emploi. Sans gains de productivité, il est donc illusoire d'espérer réduire le chômage de masse pour un niveau de croissance du PIB donné. On voit dans le **document 2** la très étroite corrélation entre la croissance du PIB et celle de l'emploi, mais également le ralentissement des gains de productivité après 1973 (écart entre les deux courbes du graphique).

B. Le retour de la croissance vient buter sur une forte composante de chômage « classique ».

Selon de nombreuses analyses, le chômage ne dépendrait pas d'un déficit de demande dans la mesure où le chômage serait dû aux « rigidités institutionnelles » qui bloquent le fonctionnement du marché du travail. Plusieurs causes sont ainsi mobilisées : les caractéristiques du système fiscal et social, la rigidité du salaire minimum, le système d'indemnisation du chômage, l'inadaptation des qualifications, l'insuffisante flexibilité de l'emploi.

De plus, on peut parfois constater des pénuries de main-d'œuvre qui coexistent avec un niveau élevé de chômage.

Dans ces conditions le chômage serait dû à un excès du coût du travail et à un marché du travail trop peu flexible. Ces deux diagnostics orientent largement les politiques de l'emploi en Europe (paradigme libéral).

De manière générale, de nombreux observateurs insistent sur la nécessité d'agir à la fois sur la demande de travail et sur l'offre de travail afin d'accroître les performances du marché du travail (réformes structurelles souhaitées par l'OCDE et la Banque centrale européenne).

Sur la demande de travail, l'idée est souvent avancée de réduire le « coin socio- fiscal » et spécialement d'agir sur les cotisations sociales à la charge de l'employeur afin de stimuler la demande de travail peu qualifié (rapport Malinvaud). D'autres auteurs critiquent la « préférence collective pour le chômage », arguant que les gains de productivité ont été presque intégralement reversés aux « insiders » sous forme de hausses de salaires plutôt que d'accroître le volume de l'emploi et de réduire le « dualisme » sur le marché du travail (→ voir cours sur les nouvelles théories du marché du travail). Le **document 6** insiste sur l'idée que le manque de flexibilité du marché du travail français rejaillit sur la situation de certaines catégories de la population : « *le chômage frappe très inégalement* ». Enfin, du côté de l'offre de travail, l'idée serait de lutter contre le chômage volontaire et d'accroître la participation au marché du travail (écart incitatif entre les revenus de l'assistance et les revenus de l'activité productive, activation des dépenses en faveur de l'emploi, *welfare to work*, etc.)

Conclusion. La réduction du chômage peut donc s'appuyer sur une stimulation de la croissance du PIB qui est indispensable mais semble insuffisante pour assurer le plein emploi, mais celle-ci ne doit pas empêcher une action sur le fonctionnement du marché du travail. En définitive, la réduction du chômage semble nécessiter une action tant du côté de l'offre (innovation, capital humain, etc.) que du côté de la demande (pouvoir d'achat, partage de la valeur ajoutée, etc.)

